

ASSOCIATION DES ÉTATS DE LA CARAÏBE (AEC)

**XXIII^e RÉUNION DU COMITÉ SPÉCIAL SUR LE TOURISME DURABLE ET I^e
RÉUNION PRÉPARATOIRE DE LA III^e RÉUNION DES MINISTRES DU
TOURISME DE LA GRANDE CARAÏBE (RMT-3)**

Managua, Nicaragua, les 28 et 29 juin 2012

**ACTUALISATION DE LA CONVENTION SUR LA ZONE DE TOURISME
DURABLE DE LA GRANDE CARAÏBE ET SON PROTOCOLE**

INTRODUCTION

La Convention établissant la Zone de tourisme durable de la Caraïbe (ZTDC), a été signée le 12 décembre 2001 pendant le Troisième Sommet des chefs d'Etat et/ou de Gouvernement tenu à l'île de Margarita, Venezuela. Cette Convention définit la ZTDC comme:

“Une unité riche et diverse du point de vue culturel, socio-économique et biologique, dans laquelle le développement du tourisme sera conditionné par la durabilité et les principes d'intégration, de coopération et de consensus, afin de faciliter le développement intégral de la Grande Caraïbe.”

La ZTDC a été conçue pour fournir un cadre politique et opérationnel afin de coordonner les efforts régionaux en vue de la mise au point et à exécution des aspects techniques identifiés par les “Règles régissant l'identification, l'approbation et l'enregistrement des destinations qui constituent la ZTDC”. Tout ceci compte tenu de l'importance de l'industrie du tourisme pour la région et de la nécessité de garantir que les ressources naturelles, culturelles, sociales et financières nécessaires à son développement seront gérées dans une perspective durable.

La mise en place de la ZTDC avait donc pour objet de traiter les trois grands problèmes qui ont été identifiés dans divers forums régionaux comme nuisant au tourisme régional, tels que le vieillissement prématuré des destinations touristiques et leur rapide dépréciation, les changements de préférences des consommateurs quant aux produits touristiques et les facteurs nocifs dus à l'activité touristique qui affectent les écosystèmes et l'environnement.

Il faut noter qu'en dépit de ses utilisations et avantages potentiels et de la mise au point de plusieurs mécanismes et projets de soutien aux niveaux régional et international pour avancer en ce domaine, la Convention relative à la ZTDC et son Protocole ne sont pas encore entrés en vigueur, et demeurent dans l'attente des signatures des membres de l'AEC.

Point de vue légal: situation de la Convention établissant la Zone de tourisme durable de la Caraïbe et de son Protocole

En signant la Convention relative à la ZTDC pendant leur Troisième Sommet, tenu à l'île de Margarita, Venezuela, les 25 chefs d'Etats et/ou de Gouvernement de la Grande Caraïbe présents signalaient "l'importance du tourisme pour le développement économique de la Grande Caraïbe". Les chefs d'Etat et de Gouvernement avaient alors lancé un appel à sa "ratification et son application au plus tôt". Et pourtant, dix (10) ans plus tard, la Convention sur la ZTDC n'est pas encore entrée en vigueur, ce qui a des répercussions juridiques, financières et politiques qui entravent le succès de l'initiative de la ZTDC telle que l'avaient conçue les chefs d'Etat et/ou de gouvernement.

Le simple acte de ratification ne confère pas au Traité un caractère contraignant pour les Etats à moins que et avant qu'il ne soit entré en vigueur pour l'Etat concerné. L'Article 9 de la Convention sur la ZTDC stipule qu'elle entrera en vigueur dans un délai de trente jours à compter du dépôt de quinze (15) instruments de ratification. Ce n'est qu'une fois cette disposition satisfaite que les Etats qui l'ont ratifiée deviennent 'parties' au traité, comme l'établit l'Article 2 (1) (g) de la Convention de Vienne sur le droit des Traités¹.

A cette date, onze (11) instruments de ratification ont été déposés. Autrement dit, il faut que quatre (4) autres accords ratifiés soient déposés pour que la Convention sur la ZTDC ait force de loi.

Les pays qui ont signé la Convention mais n'ont pas déposé les instruments de ratification sont les suivants:

- Groupe Trois: Colombie et Venezuela;
- Amérique centrale: Honduras;
- Pays non regroupés: République dominicaine;
- Pays de la CARICOM: Antigua et Barbuda; Barbade; Belize; Dominique; Guyana; Haïti; Jamaïque ; Saint Kitts et Nevis; Saint Vincent et les Grenadines; et Suriname.

Le Protocole à la Convention établissant la Zone de tourisme durable (le Protocole) a été signé à Panama en février 2004.² Cet instrument a été rédigé à la demande des pays de la CARICOM³ pour introduire des amendements à la Convention sur la ZTDC. Cependant, tout comme la Convention, le Protocole n'est pas encore entré en vigueur.

En vertu de l'Article 8 de cet instrument, son entrée en vigueur est conditionnée par " sa signature par quinze Parties à la Convention."

¹ L'Article 2 (1) (g) de la Convention de Vienne sur le droit des traités stipule que :
"L'expression « partie » s'entend d'un Etat qui a consenti à être lié par le traité et à l'égard duquel le traité est en vigueur"

² Accord du Conseil des Ministres No. 4/03 intitulé, Accord approuvant le projet de Protocole à la Convention établissant la Zone de tourisme durable de la Caraïbe (ZTDC), Neuvième Réunion ordinaire du Conseil des Ministres, ville de Panama, Panama, 27 novembre 2003.

³ Accord du Conseil des Ministres No. 8/02 intitulé, Actions pour faciliter les ratifications de la Convention établissant la Zone de tourisme durable de la Caraïbe, Huitième Réunion ordinaire du Conseil des Ministres, ville de Belize, Belize, 29 novembre 2002.

L'implication ici est que, une fois la Convention entrée en vigueur de ZTDC, ce sera aussi le Protocole. Actuellement, il ya quatorze (14) signataires du Protocole, mais seulement sept (7) d'entre eux ont ratifié et déposé la Convention ZTDC. Par conséquent huit (8) les signatures sont requises. Le statut des signatures et des ratifications des instruments se reflète dans le tableau **Annexé I et II**.

APPROCHE PRAGMATIQUE DU PROJET ZTDC

La décision du Direction du Tourisme Durable de faire avancer le projet de Développement et d'Implémentation des Indicateurs du Tourisme Durable, a réussi à donner vie au concept de la ZTDC en fournissant des outils tangibles et pratiques pour choisir et évaluer les destinations touristiques qui voudraient faire partie de la ZTDC.

A présent, les différentes actions et activités générées dans le cadre du projet ZTDC sont au niveau d'une destination, institutionnel et régional et sont comme suit :

- Achèvement de la Seconde Phase du projet d'ampliation de la Zone de tourisme durable de la Caraïbe (ZTDC), avec l'évaluation de sept destinations additionnelles.
- Convocation de la VIII Réunion du Groupe d'experts spécialistes des indicateurs de durabilité du tourisme (STIE-8), pour analyser et diffuser les informations portant sur la Seconde phase des indicateurs de la ZTDC.
- Conception d'un site consacré à la ZTDC sur Internet.
- Mise au point des outils suivants d'évaluation de la destination:
 - Directrices pour la sélection des destinations présentant leur candidature.
 - Formulaire définissant le profil de la destination.
 - Formulaire d'évaluation de la destination.
 - Guide d'orientation pour le formulaire d'évaluation de la destination.
 - Liste des participants des différents secteurs suggérés pour participer aux ateliers des destinations demandant à faire partie de la ZTDC.
- Rédaction de Documents de concept de projet (DCP) pour faciliter le rapprochement avec les organismes de financement et/ou les pays bailleurs de fonds en matière de mobilisation des ressources, en fonction des projets et activités identifiés comme susceptibles de renforcer et d'opérationnaliser la ZTDC, comme suit:
 - Mise en place du site Web de la ZTDC (outil de gestion de l'information sur Internet), créé pour gérer l'information générale sur la ZTDC et son processus de création, les profils des destinations et les outils de gestion des destinations et des ressources.
 - Mise en place du Mécanisme régional de coopération de la ZTDC pour faciliter les consultations entre ses parties ainsi que leur interaction avec les agences/organisations régionales et internationales, pour toutes les questions liées à la mise en place de la ZTDC.
 - Développement de l'observatoire de la ZTDC, aligné sur l'initiative sur le tourisme global (GOST) de l'Organisation mondiale du tourisme de l'ONU (OMT-ONU), en tant qu'instrument de gestion de l'information visant à améliorer les échanges entre les organisations de tourisme au niveau national et local et encourager l'utilisation d'indicateurs et d'outils analogues.

- Organiser des exercices nationaux et/ou régionaux destinés à encourager la capacité d'évaluation et gestion de la destination.
- Extension du projet concernant les indicateurs de durabilité pour inclure au moins une destination dans chacun des Etats membres de l'AEC.

RECOMMANDATIONS A FAIRE PROGRESSER

Enfin, il est fondamental que le principal instrument légal relatif au tourisme durable dans la Grande Caraïbe, qui est l'Accord en vue de la création de la Zone de tourisme durable de la Caraïbe (ZTDC) et son protocole, soit ratifié et entre en vigueur. Le soutien des ministres du tourisme est un catalyseur fondamental pour promouvoir les actions nécessaires dans chaque Etat.

En cherchant à faire progresser à cet égard le Secrétariat a recommandé la Secrétariat a présenté une double approche :

- d'abord que le président travaille directement avec ses collègues ministres du Tourisme pour encourager la signature et ratification de cet instrument afin de faciliter son entrée en vigueur.
- ❖ En outre, la création d'un Groupe de travail pour la révision constante de l'état des Instruments juridiques de l'AEC, en vue d'accélérer leur entrée en vigueur, considérant que d'autres instruments juridiques majeurs de l'Association, notamment *le Protocole sur les Privilèges et Immunités* et *l'Accord de Coopération régionale dans le domaine des Catastrophes naturelles* ne sont pas non plus entrés en vigueur. Ce modèle a été adopté avec succès en 2007 année à laquelle, en tant que stratégie plus collective, un Groupe de travail composé d'Ambassadeurs accrédités auprès de l'Association, y compris l'Etat dépositaire et le Secrétaire général, a été créé pour faire avancer les Accords de l'AEC en suspens. La DTD suggère en outre que cette approche soit proposée à la Seizième Réunion intersessions du Conseil des Ministres pour être ensuite soumise à la Dix-septième Réunion du Conseil des Ministres pour examen et approbation.

CONCLUSION

L'entrée en vigueur de la Convention s'avère essentielle car elle influe sur des facteurs tels que la mobilisation des ressources et la validité des projets à développer. En l'absence d'une Convention pleinement effective, la Communauté internationale hésite à accorder des ressources à une initiative qui n'est pas dotée d'un instrument constitutif de base, à savoir sa propre convention. Cette incapacité à faire en sorte que la Convention entre en vigueur donne l'impression que les Etats qui en ont été à l'origine y croient peu ou pas du tout.

La création de la ZTDC est une initiative pionnière au niveau mondial qui encouragera les progrès de la Grande Caraïbe en matière d'incorporation des principes du développement durable à la planification touristique intégrée.

ANNEXE I

Convention pour la Création de la Zone de Tourisme durable de la Caraïbe (ZTDC)
(pas encore entrée en vigueur)

En accord avec l'Art. 9, il entrera en vigueur quand 15 des États, Pays or Territoires
déposeront l'instrument de ratification.

Fait à 12/12/01

No. total de ratifications : 11

Nombre de ratifications nécessaires a l'entrée en vigueur : 4

Etats	Abonnement	Acte juridique	Date du dépôt
Antigua et Barbuda	12 décembre 2001		
Antilles Neerlandaises			
Aruba			
Bahamas	12 décembre 2001	Ratification	4 juillet 2007
La Barbade	12 décembre 2001		
Belize	12 décembre 2001		
Colombie	12 décembre 2001		
Costa Rica	12 décembre 2001	Ratification	1 mars 2011
Cuba	1 mars 2011	Ratification	18 octobre 2005
Dominique	12 décembre 2001		
El Salvador	12 décembre 2001	Ratification	5 septembre 2005
Etats unis du Mexique	12 décembre 2001	Ratification	11 novembre 2002
Grenade	12 décembre 2001	Ratification	22 octobre 2002
Guatemala	12 décembre 2001	Ratification	9 avril 2008
Guyane	12 décembre 2001		
Haïti	12 décembre 2001		
Honduras	12 décembre 2001		
Jamaïque	12 décembre 2001		
Nicaragua	12 décembre 2001	Ratification	23 octobre 2007
Panama	12 décembre 2001	Ratification	30 juin 2004
République Du Venezuela	12 décembre 2001		
République Dominicaine	12 décembre 2001		
République française, la Guadeloupe, la Guyane française et la Martinique	12 décembre 2001	Ratification	9 octobre 2002
Saint Kitts et Nevis	12 décembre 2001		
Saint-Vincent-et- Les Grenadines	12 décembre 2001		
Sainte Lucie	28 juillet 2005		
Surinam	12 décembre 2001		
Trinidad et Tobago	27 juillet 2004	Ratification	13 novembre 2006

ANNEXE II

Protocole à la Convention pour la Création de la ZTDC
(pas encore entrée en vigueur)

En accord avec l'Art. 8, il entrera en vigueur avec la signature de 15 des États qui ratifient la Convention pour la Création de la ZTDC.⁴

Fait à 12/02/04

Parmi l'ensemble des signatures, 7 sont des Parties contractuelles de la Convention principale

Estados	Firma
CARICOM	
Antigua et Barbuda	
Les Bahamas	
La Barbade	12/02/04
Belize	
Dominique	
La Grenade	
Guyana	
Haiti	15/12/04
La Jamaïque	27/07/04
Saint- Christophe et Nevis	
Sainte-Lucie	28/07/05
Saint- Vincent et les Grenadines	
Surinam	12/02/04
Trinité et Tobago	27/07/04
Etats Membres par groupe de pays et Etats Associés	
LES GROUPE DES TROIS	
Colombie	
Le Mexique	12/02/04
Venezuela	
L'AMERIQUE CENTRALE	L'AMERIQUE CENTRALE
Costa Rica	15/12/04
Le Salvador	14/11/07
Guatemala	15/12/04
Honduras	
Nicaragua	12/02/04
LES PAYS NON ALIGNES	LES PAYS NON ALIGNES
Cuba	12/02/04
La République Dominicaine	12/02/04
Panama	12/02/04
ETATS ASSOCIES	ETATS ASSOCIES
Aruba	
La France au nom de Guyane Française, La Guadeloupe et la Martinique	
Les Antilles Néerlandaises	

⁴ Pour que le protocole entre en vigueur, il doit être signé par 15 Partis. Des présents signataires (13), seulement 7 font à ce jour partis de la Convention. Il n'est pas nécessaire de ratifier le protocole.